

La seule chose qui l'occupe, c'est de faire de l'argent, de nous exploiter, de réclamer des améliorations publiques, d'en user quand elles sont faites, mais de ne rien donner pour les payer. Aussi, s'il se voit menacé d'être obligé d'y contribuer, vous le verrez se mêler au peuple qu'il dédaigne au temps des élections, et tâcher d'exploiter son mécontentement. Qu'on veuille bien se rappeler ce qui est arrivé, lorsque l'on a proposé la taxe sur le revenu.

XII.

L'égoïsme de la plupart de nos capitalistes nous est donc trop bien connu, pour que nous puissions espérer les voir ouvrir de nouvelles industries, relever le commerce et donner de la valeur à la propriété foncière. Nous devons chercher d'autres moyens d'augmenter nos revenus.

Ce ne peut être par de nouvelles taxes, puisque celles que nous avons sont déjà trop onéreuses ; ce doit être en augmentant le nombre des contribuables, et en répartissant mieux les taxes entre eux.

Voici les réformes qui, suivant moi, pourraient augmenter nos revenus assez, non-seulement pour nous permettre de faire face à nos affaires, mais pour nous mettre en état de faire des améliorations.

La première consisterait à étendre les limites de la ville jusqu'au Cap-Rouge, à la Petite Rivière et à la Canardière. Nous forcerions ainsi à contribuer aux dépenses que nous faisons pour notre police, notre brigade du feu et nos rues, une foule de gens auxquels elles ne coûtent rien et rapportent autant qu'à nous.

On m'objectera peut-être, qu'il serait injuste de faire contribuer ces personnes au service des intérêts de notre dette municipale. — Je répondrai d'abord, que cette dette a été contractée pour des améliorations dont elles profitent comme nous. Et, si l'on ne trouve pas cette réponse suffisante, on pourrait ôter tout fondement à l'objection, en déchargeant les territoires qu'on annexerait, de la part de taxes afférente au service des intérêts de la dette de Québec.